

## PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

DIRECTION DE LA COHESION SOCIALE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

BUREAU ENVIRONNEMENT

GRENOBLE, LE 18 SEPTEMBRE 2007

POLE ICPE

AFFAIRE SUIVIE PAR : Régine HOUIS  
☎ : 04.76.60.33.25  
☎ : 04.76.60.32.57  
Courriel : [regine.houis@isere.pref.gouv.fr](mailto:regine.houis@isere.pref.gouv.fr)

### ARRETE N° 2007-07920

LE PREFET DE L'ISERE,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**VU** le Code de l'Environnement (partie législative) annexé à l'Ordonnance n° 2000-914, du 18 septembre 2000, notamment son Livre V, Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E.) ;

**VU** la loi n° 92-3, du 3 janvier 1992, dite « loi sur l'eau », modifiée ;

**VU** le décret n° 53.578 du 20 mai 1953, modifié ;

**VU** le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977, modifié ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2001-5707 du 25 octobre 2005, autorisant la société PAPREC ISERE à exploiter au titre des installations classées un dépôt de papiers usés ou souillés, sur la commune de Varcès, Allières et Risset ;

**VU** la demande en date du 23 juillet 2003, complétée les 16 et 29 janvier 2004 et 3 août 2004, ainsi que les plans des lieux, présentés par la société PAPREC ISERE en vue d'obtenir l'autorisation d'étendre ses activités à un centre de tri de déchets industriels banals (papiers, cartons, plastiques,...) dans son établissement situé sur la commune de Varcès, Allières et Risset ;

**VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées de la Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement Rhône-Alpes, en date du 19 janvier 2007 ;

**VU** l'arrêté d'ouverture d'enquête N°2005-12705 du 25 octobre 2005, prescrivant l'ouverture de l'enquête publique ;

**VU** le procès-verbal de l'enquête publique ouverte le 15 novembre 2005 et close le 15 décembre 2005 en mairie de Varcès, Allières et Risset, les certificats d'affichage et avis de publication ;

**VU** le rapport relatant l'enquête publique et les conclusions établies le 17 février 2006 par Monsieur Louis René GROS, désigné en qualité de Commissaire-Enquêteur par le Tribunal Administratif de GRENOBLE ;

**VU** l'avis du Conseil Municipal de Varcès Allières et Risset, en date du 6 décembre 2005 ;

**VU** l'avis du Directeur Départemental de l'Équipement, en date du 30 janvier 2006 ;

**VU** l'avis du Directeur Régional de l'Environnement Rhône-Alpes, en date du 28 octobre 2005 ;

**VU** l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, en date du 13 janvier 2006

**VU** l'avis du chef de la mise, en date du 26 décembre 2005 ;

**VU** l'avis du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, en date du 19 janvier 2006

**VU** l'avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, en date du 9 janvier 2006

**VU** l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, en date du 26 décembre 2005

**VU** la décision de M le Préfet de la Région Rhône-Alpes, Préfet du Rhône, en date du 3 janvier 2006 précisant que le dossier ne donne lieu à aucune prescription d'archéologie préventive ;

**VU** l'avis de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 19 janvier 2007

**VU** la lettre, en date du 6 mars 2007 , invitant le demandeur à se faire entendre par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques et lui communiquant les propositions de l'Inspecteur des Installations Classées ;

**VU** l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, en date du 15 mars 2007

**VU** la lettre, en date du 2 avril 2007 communiquant au requérant le projet d'arrêté statuant sur sa demande ;

**VU** la réponse du pétitionnaire, en date du 10 avril 2007

**VU** l'avis de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 24 août 2007 en réponse aux remarques du pétitionnaire:

**CONSIDERANT**, compte tenu de la demande de la société PAPREC ISERE situé sur la RN 75 – Les molies – 38760 VARCES (extension de ses activités au tri, transit et traitement (compactage) des déchets industriels « non dangereux », qu'il convient de réactualiser la situation administrative .

**CONSIDERANT** que l'établissement projeté est soumis à autorisation et/ou déclaration pour les activités suivantes :

- Déchargement des déchets « non dangereux » sur une aire bétonnée à l'intérieur d'un bâtiment ;
- Tri de ces déchets à l'intérieur de ce bâtiment ;
- Broyage des matériaux récupérés (bois, papiers, cartons,...)
- Conditionnement des matériaux récupérés (papiers, cartons, plastiques,..) notamment par mise en balle ;
- Stockage des matériaux conditionnés à l'intérieur de ce bâtiment ou en bennes fermées avant expédition vers des installations de traitement/valorisations appropriées ;
- Stockage temporaire de déchets « non dangereux et des refus de tri (transit) avant transfert vers des installations autorisées

**CONSIDERANT** que l'établissement est désormais soumis à autorisation pour les activités visées sous les rubriques n° 98 bis B1, n° 167, n° 167-a, n° 286, n° 322, n° 322 A, n° 322 B1, n° 329, et à déclaration pour les activités visées sous les rubriques n° 1530-2, n° 2260-2, n° 2662-b, de la nomenclature des installations classées ;

**CONSIDERANT** les différentes dispositions que l'exploitant s'est engagé à mettre en œuvre et qui sont de nature à assurer la protection de l'environnement et d'autre part qu'il convient de mettre à disposition des producteurs de déchets les moyens techniques adaptés afin d'assurer l'élimination de leurs déchets dans les conditions satisfaisantes au regard de la réglementation.

**CONSIDERANT** que le dossier de demande d'autorisation présenté par la Société PAPREC ISERE et les prescriptions techniques ci-jointes sont de nature à garantir les intérêts visés à l'article 511-1 du Code de l'Environnement ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

### A R R E T E

**ARTICLE 1er** – La société PAPREC ISERE dont les évolutions concernent le tri, le transit et le traitement (compactage) des déchets industriels « non dangereux » est autorisée à exploiter sur la commune de Varcès Allières et Risset, dans l'enceinte de son établissement situé sur la RN 75 – Les Molies - 38760 VARCES, les installations répertoriées dans le tableau ci-dessous :

TABLEAUX DES ACTIVITES			
RUBRIQUES	NATURE DES ACTIVITES	VOLUME DES ACTIVITES	CLASSEMENT
98 bis B 1	Caoutchouc, élastomères, polymères (Dépôts ou atelier de triage de matières usagées combustibles (Centre de tri, Réception et dépôt situé à moins de 50 m d'un bâtiment habité ou occupé par des tiers) Quantité entreposée en cours de traitement.	200 m <sup>3</sup>	A
167	Déchets industriels provenant d'installations classées		A
167 a	Station de transit de déchets "non dangereux" Centre de tri. Capacité maximum nominale de dépôt de déchets non triés: 300 m <sup>3</sup> (200 t).		A
286	Stockage de métaux	200 m <sup>2</sup>	A
322	Stockage et traitement des résidus urbains		A
322 A	Station de transit. Seuls les déchets en provenance des ménages (déchetteries, collectes sélectives,...) et assimilables aux déchets "non dangereux" sont autorisés. En ce qui concerne les capacités se référer à la rubrique "167 a" susvisée.	(cf. 167 – a et 2 260 – 1)	A
322 B 1	Broyage En ce qui concerne la puissance installée, se référer à la rubrique "2 260 – 2 ci après visée.		A
329	Dépôt de papiers usés.	2 800 t	A
(1 432)	Dépôt de liquides inflammables de 2 <sup>ème</sup> catégorie(gasoil) Capacité nominale (cuve fioul : 1 m <sup>3</sup> , cuve enterrée gasoil : 14 m <sup>3</sup> ) Capacité équivalente	0,76 m <sup>3</sup>	NC

(1 434)	Installation de distribution de liquides inflammables Dépôt nominal maximum : 3 m <sup>3</sup> /h Débit équivalent	0,6 m <sup>3</sup> /h	N C
1530 – 2	Dépôt de papier, carton et matériaux combustibles analogues. Dépôt de bois, (300 m <sup>3</sup> )	8 500 m <sup>3</sup>	D
2 260 – 2	Broyage, criblage, déchiquetage de produits organiques Naturels Puissance installée	370 kW	D
2 662 – b	Stockage de matières plastiques (polyoléfines, ...).	800 m <sup>3</sup>	D

La présente autorisation est accordée dans les conditions du dossier de demande d'autorisation déposé et sous réserve du strict respect des prescriptions particulières ci-annexées.

**ARTICLE 2** - L'exploitant devra, en outre, se conformer strictement aux dispositions édictées par le Code du travail et des textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

**ARTICLE 3** - Le présent arrêté vaut autorisation au titre de la loi sur l'Eau ;

**ARTICLE 4** - L'installation devra être mise en service dans le délai de trois années à partir de la notification de la présente décision. Dans le cas contraire, le permissionnaire en avisera le Préfet, par lettre recommandée, en indiquant, le cas échéant, les raisons de force majeure qui seraient de nature à expliquer ce retard. Il en sera de même s'il veut reprendre son exploitation après une interruption de deux années consécutives.

**ARTICLE 5** - Conformément aux dispositions de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, des prescriptions additionnelles pourront être prescrites par arrêtés complémentaires pris sur proposition de l'Inspection des Installations Classées et après avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

**ARTICLE 6** - La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire de satisfaire, le cas échéant, aux prescriptions de la réglementation en vigueur en matière de voirie et de permis de construire.

**ARTICLE 7** - L'exploitant devra déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspecteur des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui seraient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement. En cas d'accident, il sera tenu de lui remettre un rapport répondant aux exigences de l'article 38 du décret n°77-1133 susvisé.

**ARTICLE 8** - Conformément aux dispositions de l'article 20 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, tout exercice d'une activité nouvelle classée, toute transformation, toute extension de l'exploitation de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation devra, avant sa réalisation, être porté à la connaissance du Préfet avec tous ses éléments d'appréciation.

Tout transfert dans un autre emplacement, d'une installation soumise à autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande au Préfet.

**ARTICLE 9** – En cas d'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant est tenu de notifier au Préfet la date de cet arrêt au moins 3 mois avant cette dernière, en joignant un dossier qui indique les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site et les propositions sur le type d'usage futur du site, conformément à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

Les mesures précitées relatives à la mise en sécurité comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie ou d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Au moment de la notification, l'exploitant transmettra également au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation, les documents en sa possession sur les activités de l'entreprise dont les propositions d'usage futur, dans les conditions fixées par l'article 34-2 du décret du 21 septembre 1977 modifié.

L'exploitant transmettra enfin au Préfet un mémoire de réhabilitation du site précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site, conformément aux dispositions de l'article 34-3 du décret précité. Les travaux et mesures de surveillance nécessaires pourront être prescrites par arrêté préfectoral au vu du mémoire de réhabilitation.

**ARTICLE 10** - Un extrait du présent arrêté sera tenu à la disposition de tout intéressé et sera affiché à la porte de la mairie de Pont de Claix pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet de l'Isère et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

**ARTICLE 11** - En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement, cet arrêté peut être déféré devant le Tribunal Administratif de Grenoble, d'une part par l'exploitant ou le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'autre part par les tiers, dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage, ce délai étant le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

**ARTICLE 12** - Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

**ARTICLE 13** - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Maire de VARCES ALLIERES ET RISSET, et l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société PAPREC ISERE.

FAIT à GRENoble, le 18 SEP. 2007

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général



Gilles BARSACQ.

